****

****

 **POLYNESIE FRANCAISE**

**La Fédération syndicale unitaire de la Polynésie française :**

**le SNESPF, LE SNUIPPPF, LE SNEPPF, LE SNUEPPF**

 **Tous en grève le 10 octobre**

**Cette grève se veut la plus unitaire possible, pour dénoncer les mesures gouvernementales et exiger une politique de revalorisation des fonctionnaires et des services publics. Journée**

Le gouvernement a multiplié les annonces visant particulièrement les fonctionnaires : **gel du point** **d’indice, retour de la journée de carence, possible étalement du PPCR..**

**Gel du point d’indice : baisse des salaires**

Après un timide dégel en 2016, le Ministre de l’Action Publique a annoncé le gel du point d’indice pour 2017 et 2018. Ajouté à l’inflation qui devrait dépasser 1%, mais aussi aux effets de la réforme des retraites (augmentation des retenues pour pensions au 01/01/18), **les conséquences vont être** **lourdes pour les Fonctionnaires qui vont ainsi subir une** **baisse de leur salaire net. Sur la décennie 2010, on pourrait donc largement dépasser les 10% de baisse de perte de pouvoir d’achat**.

Dans le même temps, de nombreux postes restent non pourvus aux concours (près de 13%), signe d’une crise de recrutement..et stante

**Journée de carence : une mesure injuste et stigmatisante**

Les statistiques sont formelles : public/privé, **les fonctionnaires ne sont pas les plus absents.** Au sein de laFonction Publique, les personnels de l’enseignement sontparmi les moins absents. Et pourtant, le Ministre de l’ActionPublique rétablit le jour de carence.Au-delà du caractère particulièrement stigmatisant, renforçantainsi les idées reçues contre les fonctionnaires, **cette décision revient à diminuer le salaire des fonctionnaires malades**. Dans le privé, les 2/3 des salariés voient la journéede carence couverte par un accord d’entreprise...i

**Conditions de travail en Polynésie**

Une dégradation qui doit s’arrêter sur notre territoire : personnels en sous-effectif, non remplacement, locaux indignes, sécurité des fonctionnaires et des usagers mise à mal, tout ceci nécessite un effort à la hauteur des besoins : la FSU demande également la création de comité d’hygiène et de sécurité (CHSCT) qui doit devenir un véritable outil au service de l’amélioration des conditions de travail des personnels.

**Possible étalement du PPCR : les mesures salariales prévues seraient ajournées**

 Prises individuellement, ces mesures vont peser lourd sur nos salaires. Mises bout à bout, et ajoutées aux mesures d’austérité budgétaire annoncées, elles forment un redoutable projet politique d’affaiblissement programmé des services publics. Alors même que la crise de recrutement continue de s’amplifier dans l’Education Nationale et que les services publics jouent un rôle inestimable en matière sociale.

**Pour nos métiers, nos conditions de travail et de vie, la reconnaissance de nos qualifications et pour promouvoir des services publics de qualité soyons tous engagés le 10 octobre.**

**Manifestation à Papeete, RDV 8H au stade Bambridge.**